

**/UNREVISED/**

**No. 7 of 2025**

**RODRIGUES**

**FIFTH REGIONAL ASSEMBLY**

**PARLIAMENTARY**

**DEBATES**

**(HANSARD)**

**(UNREVISED)**

**WEDNESDAY 23 APRIL 2025**

**/UNREVISED DRAFT/**

**CONTENTS**

**ANNOUNCEMENT**

**OBITUARY**

**STATEMENT BY COMMISSIONERS**

**MOTIONS**

**ADJOURNMENT**

**/UNREVISED DRAFT/**

**The Executive Council**

**(Formed by Mr Franceau Aubret Grandcourt)**

Mr Franceau Aubret Grandcourt	Chief Commissioner, Commissioner responsible for Central Administration, Civil Aviation (Administration), Civil Status, Community Development, Customs and Excise (Administration), Environment, Judicial (Administration), Legal Services, Marine Services (Administration), Meteorological Services (Administration), Postal Services (Administration), Registration, Statistics in respect of Rodrigues, State Lands, Town and Country Planning
Mr Johnson Roussety, G.O.S.K.	Deputy Chief Commissioner, Commissioner responsible for Education (Administration), Industrial Development, Public Infrastructure including Highways and Roads and Public Buildings and Utilities, Trade, Commerce and Licensing, Transport, Vocational Training, Water Resources
Mr Louis Ange Perrine	Commissioner responsible for Agriculture, Cooperatives, Fisheries, Food Production, Forestry, Marine Parks, Plant and Animal Quarantine
Mr Jean Nicolas Volbert	Commissioner responsible for Health (Administration), Housing, Social Security (Administration), Fire Services, Prisons & Reforms Institutions (Administration)
Miss Marie Christiane Agathe	Commissioner responsible for Women's Affairs, Child Development, Family Welfare, Handicraft, Consumer Protection/Price Fixing
Mr Jean Alain Wong So	Commissioner responsible for Tourism, Employment, Labour and Industrial Relations, Information Technology and Telecommunications
Mr Joseph Varok Ravina	Commissioner responsible for Youth and Sports, Arts and Culture, Museums, Archives, Historical Sites and Buildings, Library Services

**/UNREVISED DRAFT/**

**PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS**

Mr Chairperson - Leopold, Mr Joseph Christian, GOSK

Deputy Chairperson - Tolbize, Mr Justar

Clerk - Legentil, Miss Marie Lyndia Yannick

Deputy Clerk - Clair, Miss Marie Chrismélanie

Serjeant-at-Arms - Perrine, Mr Joseph Laval

**/UNREVISED DRAFT/**

**RODRIGUES**

**Fifth Regional Assembly**

-----

**Debate No. 7 of 2025**

**Sitting of Wednesday 23 April 2025**

The Assembly met in the Assembly House, Port Mathurin, at 10.30 a.m.

**The National Anthem was played**

*(Mr Chairperson in the Chair)*

**/UNREVISED DRAFT/**

**ANNOUNCEMENT**

**OBITUARY**

His Holiness Pope Francis – Demise

**STATEMENTS BY COMMISSIONERS**

The Deputy Chief Commissioner: Assise De L'éducation – 15 To 17 April 2025

**MOTIONS**

**ADJOURNMENT**

**/UNREVISED/**

**OBITUARY**

**HIS HOLINESS POPE FRANCIS – DEMISE**

**The Chief Commissioner:** M. le président, c'est avec une profonde tristesse que nous avons appris le décès de Sa Sainteté le Pape François survenu le lundi 21 avril 2025. Sa Sainteté fut un symbole universel de compassion, d'humilité et de justice – un guide spirituel qui a su toucher les cœurs bien au-delà de l'Église catholique, en défendant les plus vulnérables, en appelant au respect de la dignité humaine et à la protection de l'environnement.

Son encyclique sur l'environnement intitulé *'Laudato si'* publiée en mai 2015 a été une source d'inspiration pour nous, dans notre lutte pour la protection et la préservation de l'environnement. Notre politique et de développement durable transcrit dans le SIDPR est bien un exemple concret.

A Rodrigues, comme ailleurs dans le monde, la communauté catholique et de nombreux autres personnes pleurent cette perte immense. Son message d'amour, de paix et de solidarité a profondément résonné parmi nous.

Je me souviens de ces paroles lors de son discours durant sa visite au Etat Unis il y a quelques années, je cite :

*« Tout ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faite le de même pour eux. »*

Nous espérons que son héritage de bonté et d'humanité perdure et que nous nous engageons à poursuivre sa mission.

M. le président, Au nom de l'Assemblée Régionale de Rodrigues et du peuple rodriguais, je présente nos sincères condoléances à l'Église catholique et à tous ceux et celles qui voyaient en Sa Sainteté un guide spirituel. Je souhaite également transmettre les profondes condoléances de l'Assemblée Régionale de Rodrigues au Saint-Siège, par l'intermédiaire du Vicariat apostolique de Rodrigues.

M. le président, avec votre permission, je vous demande humblement d'inviter les Membres de cette auguste Assemblée à se joindre à moi pour observer une minute de silence en sa mémoire.

Merci.

## **/UNREVISED/**

**The Minority Leader:** M. le président, permettez-moi en mon nom personnel en tant que Minority Leader et au nom de l'équipe de l'opposition de me joindre au Chef commissaire pour rendre un hommage à sa Sainteté le Pape François, un homme de foi et de cœur dont le pontificat a profondément marqué notre époque par son humanité, son courage et sa simplicité évangélique. Son amour pour les plus démunis a été au centre de sa mission pastorale. Dès le départ de son pontificat il a déclaré avec force je veux une église pauvre pour les pauvres. Prophète de l'écologie intégrale, il a fait de la sauvegarde de notre maison commune un appel universel. Il affirme le cri de la terre et le cri des pauvres ne font qu'un. Il y appelle à un changement de paradigme global invitant chacun à repenser sa relation avec la nature, avec les autres et avec Dieu.

Le Pape François a été un porte-voix du rôle essentiel des femmes. Il n'a cessé de rappeler que l'église reconnaît le rôle indispensable des femmes dans la société et a posé des gestes concrets en leur confiant des responsabilités accrues au sein même du Vatican, signe d'une église qui avance vers l'inclusion. Homme de caractère et audacieux, il a aussi été intronisant face à la corruption lorsqu'il qualifiait de péché qui put, il rappelait que le Chrétien corrompu fait beaucoup de mal à l'église et que la vraie foi ne peut coexister qu'avec des pratiques qui détruisent la confiance et trahissent les plus faibles.

Nous gardons en mémoire au niveau de Rodrigues, M. le président, le message du Pape François lorsqu'en février 2019, nous accueillons l'arrivée du câble optique. A travers Monseigneur Alain Harel, nous avons eu un message venant directement du Saint Père le Pape, nous exhortant d'utiliser cet outil avec intelligence et surtout en faveur de nos jeunes. Nous gardons aussi en mémoire son passage marquant à Maurice en septembre 2019 où il y a eu des centaines de Rodriguais qui ont fait le déplacement pour participer à la messe. Donc, nous aussi nous présentons nos condoléances à tous ceux affligés par le départ du Saint Père, à la communauté chrétienne et catholique du monde entier et à tous ceux que ce deuil afflige.

**Mr Chairperson:** *Respected Members*, je tiens à m'associer pleinement aux paroles émouvantes du Chef commissaire concernant le décès de Sa Sainteté le Pape François. Je salue également l'intention exprimée par la Minority Leader.

Sa Sainteté le Pape François fut une figure exceptionnelle de foi, de tolérance, de dialogue et d'espérance. Son message d'humanité a résonné jusqu'aux confins de notre île, touchant les cœurs des Rodriguais, quelles que soient leurs croyances.

## **/UNREVISED/**

Au nom de l'ensemble des membres de cette Assemblée, je me joins au Chef commissaire et à la Minority Leader pour exprimer nos condoléances les plus profondes.

Je demande au Clerk de bien vouloir transmettre officiellement, au nom de l'Assemblée Régionale de Rodrigues, nos condoléances au Saint-Siège, par l'intermédiaire du Vicariat apostolique de Rodrigues.

Ainsi, je vous invite maintenant à vous lever pour observer une minute de silence en la mémoire défunt Saint Père.

*(Respected Members stood up and observed a minute of silence)*

### **PAPERS**

Certificate of Audit and Report of the Director of Audit on the accounts of the Rodrigues Regional Assembly for the Financial year 2023-24 together with the Certified Annual Statements thereof(original).

### **STATEMENT BY COMMISSIONERS**

#### **ASSISE DE L'EDUCATION – 15 TO 17 APRIL 2025**

**The Deputy Chief Commissioner:** M. le président, je voudrais faire une déclaration par rapport à notre participation, la commission de l'Education au Assise de l'Education qui se sont tenu à Maurice du 15 au 17 avril 2025.

Permettez-moi, tout d'abord d'exprimer notre reconnaissance au ministère de l'Education et des Ressources Humaines pour avoir associer Rodrigues à cette démarche nationale de réflexion stratégique sur l'avenir de notre système éducatif de la république. Cette initiative témoigne d'une volonté collective, de construire un avenir meilleur, plus équitable et plus adapter au besoin de toute les composantes de la république, y compris les réalités spécifiques de Rodrigues.

Quand nous avons été invité, nous avons composé une délégation élargie composer de professionnels de l'éducation, du gouvernement et de la RCEA aussi, des cadres de la REDCO, des cadres administratifs et des représentants des institutions de la société civile, ils ont eu l'opportunité de faire entendre leurs voix. J'ai aussi eu l'occasion d'adresser les participants lors de l'ouverture. Nous avons partagé nos réussites mais aussi nos défis, souvent amplifier par notre insularité et notre éloignement géographique et nos contraintes structurelles. Nous avons insisté sur la nécessité d'un accompagnement renforcer, d'une

## **/UNREVISED/**

meilleure adaptation des programmes et d'un appui accru à la formation continue de nos enseignants. Les Assises de l'Éducation ont abordé des thématiques cruciales, tel que –

*revisiting the curriculum;*

*adaption of new pedagogical approaches;*

*promotion of value based education and emotional intelligence;*

*addressing indiscipline, bullying;*

*violence and substance abuse;*

*reviewing automatic promotion;*

*assessment and admission in schools;*

*strengthening the home schools' partnership;*

*promoting extra-curricular activities;*

*assessing the current gender based model in academies;*

*enhancing training and capacity building for staff for better teaching and learning;*

*promoting foundational learning and early childhood development;*

*revisiting the legal framework governing the education and the informal sector;*

*instilling inclusivity and promoting the special education needs sector;*

*foundation programme on literacy and numeracy and skills (FPLNS) and the way forward;*

*addressing skills mismatch and promoting career guidance;*

*embedding technology, innovation and creativity in education and other strategic issues pertaining to the education and human resource sector.*

Autant de sujet sur la qualité de l'enseignement, l'inclusion, l'accès équitable, l'éducation préscolaire, l'innovation pédagogique, la formation technique et professionnel ainsi que la gouvernance scolaire qui sont au cœur de nos préoccupations à Rodrigues où chaque étudiant ou élève mérite de rêver grand, de réussir et de contribuer pleinement au développement de notre île. Nous avons été écouté et nous avons aussi beaucoup appris des échanges nourris et des perspectives inspirantes ont émergés de ce dialogue. Nous sommes conscients qu'à Rodrigues nous avons que la responsabilité administrative du secteur éducative tandis que les politiques de ce secteur reposent sur le ministère de l'Éducation. De

## **/UNREVISED/**

ce fait, nous partageons le même système éducatif que la République de Maurice. Toutefois, nous pensons que ce processus de réforme ne peut s'arrêter là, il doit s'enraciner dans nos réalités locales, être façonné par notre expérience de terrain et nourri par notre engagement collectif.

C'est pourquoi, M. le président, j'ai le plaisir d'annoncer que suite à la lettre en date du 21 avril 2025 du Senior Chief Executive du ministère de l'Éducation et des Ressources Humaines que les Assises de l'Éducation régionale seront organisées à Rodrigues au cours du mois de mai 2025. Ce sera une opportunité précieuse de réunir tous les acteurs de l'éducation de notre île, enseignants, chef d'établissement, parents, étudiants, ONGs, institutions et partenaires pour réfléchir ensemble à un système éducatif qui répond à nos besoins à Rodrigues. Ces assises constituent une occasion exceptionnelle pour réfléchir collectivement sur les réformes à engager, les défis à surmonter mais surtout sur les transformations à apporter pour garantir que chaque enfant à Rodrigues ait un accès équitable à une éducation de qualité. Ces assises locales et régionales nous permettront de dresser un état des lieux précis, d'identifier nos forces et faiblesses et surtout de construire ensemble des propositions concrètes, audacieuses et adaptées. L'objectif est clair que l'éducation à Rodrigues c'est un véritable levier d'émancipation, d'automatisation et de transformation socio-économique. Pour que ces assises soient véritablement ancrées dans la réalité de Rodrigues, des discussions préliminaires seront menées dans toutes les écoles de l'île à tous les niveaux de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et formation technique. Ces échanges qui débuteront dans les jours à venir permettront aux enseignants, aux élèves, aux parents, aux chefs d'établissements et à l'ensemble de la communauté éducative de partager leurs observations, leurs espoirs et leurs propositions concrètes. Il s'agit de construire ensemble un diagnostic participatif et d'en faire la base de nos débats lors de ces assises. Les réflexions porteront notamment sur les mêmes thématiques choisies par le ministère de l'Éducation adaptées à Rodrigues. Je tiens ici à lancer un appel à la mobilisation, à tous et à toutes, engageons-nous activement dans ce dialogue collectif. Chaque idée, chaque contribution, chaque voix compte, les assises seront le miroir de notre engagement commun pour faire de l'éducation encore plus un pilier du développement durable de Rodrigues.

M. le président, l'histoire de Rodrigues est celle d'un peuple résilient, fier et profondément attaché à sa jeunesse et à la valeur de l'éducation, offrant à nos enfants les clés du savoir, les zèles de la curiosité et les racines de nos valeurs. L'éducation n'est pas seulement un droit, c'est un devoir à partager - ce devoir commence aujourd'hui.

## **/UNREVISED/**

Nous inviterons les Membres de cette Assemblée ainsi que vous-même, M. le président, à participer à ces assises ainsi que tous les partenaires concernés par l'éducation à tous les niveaux. Nous pensons que le lieu de ces assises sera à Polytechnic, Baie Malgache où nous avons des facilités de conférence, le *hall* qui existe là-bas est disponible mais on est en train de finaliser.

Je vous donne rendez-vous donc pour les assises de l'éducation en mai prochain. Je vous remercie pour votre attention.

### **MOTION**

**The Chief Commissioner:** M. le président, *mo debout devan ou ce matin pou prezant sa mosion ki inskri* en mon nom personnel et *ki lir* comme suit :

*"This Assembly is of opinion that a Select Committee be appointed with power to send for persons, papers, and records to enquire on all matters relevant to the implementation of Kreol Rodrige in the Rodrigues Regional Assembly.*

*The Select Committee shall be composed of:*

*The Chairperson, Mr Joseph Christian Leopold, GOSK*

*The Deputy Chairperson, Mr Justar Tolbize*

*The Commissioner, Mr Joseph Varok Ravina*

*The Minority Leader, Mrs Rose Marie Franchette Gaspard Pierre Louis, CSK*

*The First Local Region Member of Grande Montagne, Dr. Henri Agathe"*

M. le président, le moment est venu de porter une réflexion structurée et une attention soutenue à une question qui touche profondément à notre identité rodriguaise, à notre culture et à notre peuple, c'est-à-dire, l'introduction progressive et significative du 'Kreol Rodrige' dans les affaires officielles de cette auguste Assemblée.

Depuis les célébrations du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'autonomie en 2022, l'Assemblée Régionale de Rodrigues a mené plusieurs séances de sensibilisation dans les villages pour expliquer son rôle et son fonctionnement. Lors de ces échanges, une interrogation revenait sans cesse : « *Pourquoi le Kreol Rodrige n'est-il pas encore utilisé dans l'Assemblée ?* ».

M. le président, cette question, posée avec insistance par la population, reflète une attente sincère - celle de voir la langue du quotidien, la langue du cœur, trouver enfin sa place dans cette institution démocratique.

## /UNREVISED/

L'Assemblée se souviendra également des conférences et espaces de réflexion organisés sous l'égide de la commission des Arts et de la Culture, notamment lors du colloque d'octobre 2022. Ce colloque avait réuni des experts venus de l'ensemble de la région de l'Océan Indien et d'ailleurs, pour débattre entre autres de la question de l'inclusion linguistique dans les institutions publiques.

A cet égard, M. le président, il convient de souligner que la commission des Arts et de la Culture a abattu un travail énorme avec ses partenaires, notamment avec la précieuse collaboration de l'Université de Maurice, pour poser les bases d'une politique linguistique cohérente. Par la suite, beaucoup de sensibilisation et de formation ont été réalisées auprès de différents groupes de la population, y compris des employés et partenaires de l'Assemblée Régionale, afin de favoriser l'appropriation du *Kreol Rodrige* et de préparer les conditions de son usage institutionnel.

M. le président, cette motion ne cherche pas à imposer une solution toute faite. Elle ne dicte pas d'issue prédéfinie. Elle vise à ouvrir un espace de réflexion sérieuse, de concertation, et de travail approfondi. Le Select Committee que je propose disposera d'un mandat large et souple, avec le pouvoir de convoquer des personnes, d'examiner des documents et dossiers pertinents, afin de considérer tous les aspects de cette transition.

Des ressources linguistiques nécessaires, aux implications juridiques, y compris toute modification éventuelle au *Standings Orders and Rules* de cette auguste Assemblée ou aux textes de loi existants.

Des besoins de formation des Membres et du personnel, aux outils technologiques tels que la transcription en temps réel, l'interprétation, ou les systèmes de reconnaissance vocale ; Du rôle du Kreol Rodrige dans la production du Hansard, aux retombées éducatives et culturelles plus larges - ce comité explorera toutes les dimensions, en profondeur.

Nous devons le faire avec responsabilité. Nous devons le faire ensemble. Ensemble pour aller plus loin, M. le président.

C'est dans cet esprit que je propose un comité sélectif équilibré, représentatif et inclusif, dont l'expérience institutionnelle et le sens du devoir public des membres qui y sont proposés sont bien connus. Je cite, par exemple, M. le président, il y a vous-même qui aussi a été Membres de l'Assemblée Nationale et qui a aussi beaucoup d'expérience dans tout ce qui est les institutions. Il y a aussi Mme. Rose Marie Franchette Gaspard Pierre Louis, qui est notre Minority Leader, qui aussi a beaucoup d'expérience dans comment travailler ensemble

**/UNREVISED/**

dans un Select Committee. Et, j'espère aussi, que vous allez veillé à ce que toutes les opinions soient entendues et prises en compte, M. le président.

Ce comité aura pour mission de dialoguer avec des linguistes, des juristes, des pédagogues, des membres de la société civile, et bien sûr, avec la population elle-même. Je suis convaincu que leur rapport constituera une feuille de route claire et réaliste pour une mise en œuvre progressive et bien encadrée.

M. le président, ce débat dépasse la question de la langue. Il s'agit de dignité, de reconnaissance, de participation. Il s'agit de faire en sorte que les processus démocratiques de Rodrigues reflètent pleinement la voix de Rodrigues.

C'est pourquoi je vous invite, dans un esprit d'unité, de vision et de responsabilité partagée, à adopter cette motion.

Faisons de ce moment un jalon historique dans notre parcours démocratique en affirmant, à haute voix et avec fierté : *Nou pei, Nou lasamble, nou langaz.*

Je vous remercie, M. le président.

*(Applause)*

**The Minority Leader:** M. le président, au nom de notre équipe de l'opposition je souhaite exprimer notre plein appui au projet d'introduire notre langue maternelle au sein de notre parlement. C'est une action forte, un geste d'affirmation de notre identité et de l'authenticité de notre 'Kreole Rodrige'. Nous saluons cette avancée qui s'inscrit dans le prolongement du travail important menait par l'OPR au gouvernement pour l'élaboration d'un dictionnaire propre à notre Créole, une œuvre essentielle pour la reconnaissance et la valorisation de notre langue. Nous avons été témoin, ce fut un travail de longue haleine, pas facile mais on est fier d'avoir pu réaliser ce grand projet pour Rodrigues.

Je me permets de rappeler aujourd'hui notre lutte et notre position constante contre l'imposition du Kreol Mauricien dans nos écoles. Nous avons toujours défendu la spécificité de notre langue, reflet de notre histoire, de notre culture, de notre peuple. J'ai été témoin de ces discussions fermes entre Serge Clair, Chef commissaire et commissaire de l'Education à l'époque et le ministre de l'Education pour empêcher que le Kreol Mauricien ne vienne dans nos écoles parce que nous avons notre identité propre. Et, M. le président, l'île Maurice, le Parlement Mauricien s'embarque sur ce projet pour introduire le Kreol Mauricien au

**/UNREVISED/**

Parlement, c'est pour cela que je n'ai pas manqué l'occasion lors du débat du budget pour demander où est-ce qu'on en est par rapport à ce projet pour Rodrigues.

Il est plus que pertinent que les travaux parlementaires se tiennent dans une langue que toute la population comprend. Les élus sont les représentants du peuple et c'est de notre devoir de porter sa voix dans une langue qui lui ai familière. S'il est très important que nous les Rodriguais nous nous ouvrons au monde, d'apprendre des langues étrangères, la technologie, l'intelligente artificielle, cela ne doit jamais se faire au détriment de la consolidation de notre propre identité. En tant que dirigeants, nous ne devons pas uniquement nous concentrer sur les projets où l'on parle de million ou de retour sur l'investissement, nous avons aussi la responsabilité de préserver cette culture, cette langue et de renforcer le sentiment d'appartenance à notre île Rodrigues.

Ce projet met le peuple au centre de nos préoccupations et valorise le travail des experts et chercheurs déjà abattus. Je salue donc, au nom de notre équipe l'initiative de gouvernement régional pour la mise en place de ce Select Committee et je confirme notre volonté d'y contribuer pleinement pour que ce projet voit le jour dans les meilleures conditions.

Je vous remercie.

*(Applause)*

**The Deputy Chief Commissioner:** M. le président, j'aimerais intervenir, dire quelques mots par rapport à cette motion et féliciter le Chef commissaire pour son initiative d'introduire cette motion qui vise à étudier les mondanité qui pourrait éventuellement permettre l'implémentation du Kreol Rodrige comme langue de débat officiel au sein de cette Assemblée.

M. le président, le Kreol Rodrige est avant tout une langue parler qu'on a commencé a, je dirais, codifier ça en écriture depuis quelques années notamment, les dix dernières années et qui a débouché notamment sur un dictionnaire Kreol Rodrige. Il y a pas mal de débats sur l'avenir et l'utilisation comment on doit avancer sur le Kreol Rodrige notamment, le débats du jour à l'Assemblée Régionale sur l'utilisation du Kreol Rodrige au sein de l'Assemblée Régionale et aussi le Kreol Rodrige au sein du système d'éducation. Est-ce qu'on doit par exemple, introduire le Kreol Rodrige dans le cursus du secondaire, qui je crois sera une nécessité si par exemple, des mesures d'introduction du Kreol Rodrige sont approuvés dans l'Assemblée Régionale, il sera nécessaire d'avoir des études sur le Kreol

**/UNREVISED/**

Rodrige d'avoir des textes et d'avoir des gens qui puissent par exemple, devenir reporter, des gens qui puissent écrire officiellement, non seulement pour la forme mais pour le fond. Parce que les débats de cette Assemblée sont des débats officiels et en droit il est nécessaire de bien définir tout ce qui est écrit. Cela a des répercussions directes par exemple, sur les règlements, les décisions, les lois qui sont votés ici, sans vouloir préempter sur les travaux du comité qui sera mise en place. Nous avons par exemple, les premières difficultés – qu'est-ce que sait que le Kreol Rodrige en droit ? Donc, il faudra définir c'est quoi le Kreol Rodrige ? Qui est l'arbitre du Kreol Rodrige ? Comment on va écrire tel mot dans l'Assemblée pour définir telle chose ? Tout ça c'est des difficultés je crois que le comité sera appelé à travailler. Parce que nous avons par exemple, le Standing Orders de l'Assemblée Régionale qui dit :

*« Standing Order 5. - Language - The proceedings and debates of the Assembly shall be in English or French language. »*

Donc, le comité sera appelé à bien sûr travailler sur les Standing Orders. D'après le Rodrigues Régional Assembly Act, je comprends qu'il y a un Standing Orders Committee, je ne sais pas qui sont les membres. On a le Standing Orders Committee et se sera après au Standing Orders Committee de proposer les amendements qui seront éventuellement proposé par le Select Committee. Mais la première difficulté, M. le président, réside dans la définition légale de ce que sait que le Kreol Rodrige parce que l'Anglais c'est déjà défini. Il y a la Constitution de Maurice et il y a aussi ce qu'on appelle les *General Clauses and Interpretation* qui définissent c'est quoi la langue Française, les documents qui sont écrit en Français, les documents qui sont écrit en Anglais. Donc, il ne faut pas aussi, M. le président, et d'un point de vue général mais je le dis on aura l'occasion de revenir là-dessus lors des Assises de l'Education. Et, comme la Minority Leader l'a dit, on est un petit peuple et il y a certain point de vue qui disent que c'est une langue parler et pourquoi ne pas le garder comme une langue parler.

**Mr Chairperson:** Respected Member, I am sorry. The debate will come later. You have ample of time to come on it once the committee has submitted his report. But today we are only setting up the Select Committee, this is a procedural motion. I will invite the Chief Commissioner to make the summing up on this motion.

**The Deputy Chief Commissioner:** Without undue respect, Mr Chairperson, Sir, I am the Deputy Chief Commissioner and I am not yet finished, without undue respect.  
*Would you like to conclude or allow me to... Thank you.*

**/UNREVISED/**

Donc, si vous le permettez, je n'avais pas terminé, permettez-moi de terminer, je comprends vos empressements mais malheureusement, je dois faire mon *speech*. J'ai été élu pour cela, élu avec le plus nombre de voix dans la Région 5 et je dois faire mon travail ici.

Donc, il y a quand même des lois qui disent que le Kreol Rodrige au parlement, certainement ça va permettre à plus de gens de comprendre surtout dans une perspective où c'est la langue du peuple et aussi démocratiser l'Assemblée Régionale par rapport à nous les politiciens quand on va faire les réunions, on parle Créole, bien sûr il y a tout ce qui est langage politique mais le langage à l'Assemblée ici.

Voilà, malheureusement j'ai été coupé dans mon file de *speech*. Je ne suis pas content de cette interruption, M. le président.

**Mr Chairperson:** I am the Chairperson, I am sorry, I am on my feet.

**The Deputy Chief Commissioner:** You can be the Chairperson.

**Mr Chairperson:** I am on my feet. I am on my feet, please.

*(Interruptions)*

**The Deputy Chief Commissioner:** ... Maybe you will have to bear the consequences.

**Mr Chairperson:** I am prepared for any consequence. I am on my feet, you have to pay due respect to this Assembly, to this House. Now, I invite the Chief Commissioner to sum up this motion.

**SUMMING UP**

**The Chief Commissioner:** Je remercie, l'adjoint au Chef commissaire et je remercie aussi le Minority Leader pour leurs interventions. Donc, c'est vrai qu'il est important, c'est vrai je comprends qu'il y a eu un travail qui a été commencé par l'ancien régime et nous aussi à partir de 2022 nous avons continué le travail et bien sûr avec votre aide, très précieuse, M. le président, par exemple vous n'avez pas compris à cette époque-là qu'est-ce qu'on faisait. Il fallait expliquer au peuple, il fallait les rencontrer, parler et aussi écouter ce peuple, M. le président. Donc, introduire le Kreol Rodrige dans cette auguste Assemblée à travers ce Select Committee est le reflet de notre histoire et de notre tradition. Ça va être très, très important de venir avec le Kreol Rodrige. C'est une façon aussi de communiquer le peuple et de se sentir proche avec le peuple. C'est la raison pour laquelle, moi j'ai pour principe de faire mes discours en français afin que ceux qui sont chez eux, qui ne comprennent pas forcément l'anglais puissent aussi comprendre ce qu'on dit. Mais si on parle en Créole, ça va être plus facile. Mais c'est vrai qu'il faudra que ce Créole-là soit bien cadré. Et introduire le Kreol Rodrige ici au parlement, ça va assurer aussi que notre identité soit transmise, notre culture

**/UNREVISED/**

soit transmise. Ça c'est très important, M. le président. Il faut commencer par nous-même et être fier de parler ce Kreol Rodrige qui est très propre à nous, M. le président. Donc, j'espère que le Select Committee va pas trop tarder à venir avec leur proposition et qu'on va en puisse pouvoir débattre de tout ça au parlement. Donc, je vous remercie d'avance tous ce qui vont nous aider à porter ce Kreol Rodrige là au parlement et bien sûre nous comptons sur la collaboration de tous les monde. Merci, M. le président.

**Mr Volbert rose and seconded.**

*On question put the motion was agreed to.*

**Mr Chairperson:** We are now about to begin the debate on the second motion standing in the name of the Chief Commissioner.

For the smooth conduct of today's proceedings, I wish to inform the House that intervention will be limited to a maximum of 25 minutes per member. This measure is intended to facilitate an orderly and inclusive debate allowing every voice to be heard within a fair and reasonable time frame. As always, I trust in the good sense and discipline of all respected Members to remain within the spirit and framework of our Standing Orders. Let me also recall respectfully, that the Chair reserves the right to invoke the provision of Standing Order 46 and Standing Order 43 should circumstance so require, though I am confident such a situation will not arise. I thank you all for your cooperation and invite the Chief Commissioner to move the motion.

**The Chief Commissioner:** Mr Chairperson, Sir, I will come with another motion. Can we move for a suspension of the Assembly for five minutes, please?

**Mr Chairperson:** I suspend the Assembly for five minutes.

*At 11.19 a.m., the sitting was suspended.*

*On resuming at 11.51 a.m. p.m. with the Chairperson in the Chair.*

**Mr Chairperson:** Let us proceed.

**Mr Lisette:** Mr Chairperson, may I raise a point of order, please.

**Mr Chairperson:** Okay.

**Mr Lisette:** Following the incident that has occurred in the Assembly, we consider that there has been gross disorderly conduct and flouting of authority, even as regards to a threat towards you. So, from the minority side, we request that the Deputy Chief Commissioner has to tender unreserved apologies to your Chair. Thank you very much.

**/UNREVISED/**

**Mr Chairperson:** I take note of what the respected Member has just said, I will come back with my ruling at a later stage.

**The Chief Commissioner:** Yes, Mr Chairperson, Sir, I beg to move for the motion standing in my name which reads as follows:

*“This Assembly is of the opinion that, by virtue of Section 31 of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is passed the Rodrigues Regional Assembly (Segregation and Collection of Waste) Regulations 2025”*

M. le président, c’est le premier règlement que ce gouvernement introduit aujourd’hui au sein de cette auguste Assemblée et après plusieurs consultations et sessions de sensibilisation, nous voilà aujourd’hui avec ce règlement au sein de cette auguste Assemblée. Et, ce règlement aussi a été approuvé par le ..., Rodrigues Environment Committee en début de l’année. Et, bien sûr, pas mal de gens ont pris connaissance de ce règlement à venir et qu’on introduit aujourd’hui.

M. le président, l’île Rodrigues se trouve aujourd’hui à un tournant décisif en matière de gestion durable et responsable des déchets. Ce n’est pas un travail improviser mais bien le fruit d’une vision claire, murie et engager qui a pris racine lors de mon précédent mandat en tant que commissaire de l’Environnement depuis plusieurs années, c’est-à-dire, entre 2006 et 2012, Dès cette époque, nous savions où nous voulions aller, bâtir une stratégie cohérente, structurer et adapter à notre réalité insulaire. C’est dans cette optique que nous avons créé la compagnie publique Rodclean, véritable pilier de notre politique de gestion des déchets ainsi que l’adoption du Rodrigues Regional Assembly Collection of Refuse Regulation 2008, qui a constitué la première pierre réglementaire de cette stratégie.

Le règlement que je présente aujourd’hui à l’Assemblée ne vient donc pas de nulle part. Il est la suite logique de ce travail stratégique entamer depuis plusieurs années et ils visent à couronner nos efforts pour faire de Rodrigues une île créole écologique exemplaire en matière de tri, de collecte sélective et de valorisation des déchets. Ce règlement marque un changement de culture, une responsabilisation collective et une étape décisive vers une économie circulaire durable au service de notre environnement et nos générations futures.

M. le président, la gestion des déchets solides dans les petits états insulaires et en développement comme Rodrigues, présente des nombreux défis. Manque d’espace pour les décharges, infrastructures insuffisantes, contraintes financières et pratiques informelles comme les villages en pleins airs ou les dépôts sauvages qui menacent notre environnement

## /UNREVISED/

et la santé publique. Les solutions durables passent par la réduction des déchets à la source, le compostage, les initiatives de recyclage, l'amélioration des systèmes des collectes, entre autres.

M. le président, notre stratégie de gestion des déchets solides à Rodrigues a été choisie suite à un exercice de caractérisation réalisé sur les sites de déversement de Roche Bon Dieu. Les études ont estimé qu'environ 80 tonnes de déchets y sont déposés chaque semaine, de plus que 85% peuvent être recyclés.

M. le président, réduire, réutiliser et recycler des déchets sont les trois piliers d'une gestion de déchet durable et d'une économie circulaire. À Rodrigues nous avons basé notre stratégie centrale de gestion des déchets solides sur ces trois piliers. Ces pratiques permettent de minimiser notre impact environnemental en concevant les ressources naturelles, en réduisant la pollution et en diminuant la quantité des déchets envoyés au site d'enfouissement.

La réduction à la source est l'approche la plus efficace. Elle consiste à éviter de produire des déchets en premier lieu en adoptant les habitudes tels que : choisir des produits avec moins d'emballage ou des emballages réutilisables, acheter en vrac pour éviter les emballages individuels, utiliser les sacs réutilisables pour les courses, utiliser les gourdes et des tasses réutilisables au lieu des bouteilles et gobelets jetables. La réutilisation consiste à donner une seconde vie au objet avant de le jeter. Cela permet de prolonger leur durée de vie et de réduire la demande des nouvelles ressources. Quelques exemples sont :

- Réparer les objets cassés au lieu de les remplacer.
- Transformer des vieux objets en des nouvelles créations, c'est-à-dire, *upcycling*.

Le recyclage consiste à transformer les déchets en des nouveaux matériaux ou produits. Cela permet de valoriser les déchets qui n'ont pu être ni réduits ni réutilisés. Les étapes clés du recyclage comprennent :

- (1) le tri sélectif ;
- (2) la collecte des déchets triés ;
- (3) le traitement dans des usines de recyclage pour transformer les matériaux ;
- (4) la fabrication des nouveaux produits à partir des produits recyclés.

## **/UNREVISED/**

M. le président, ce règlement que mon gouvernement apporte à l'Assemblée Régionale aujourd'hui pour adoption est la suite logique de différente action prise par ma commission depuis trois ans. Le tri a la source a été mise en œuvre dans les foyers, des institutions publiques et entreprises. Le projet a commencé par la distribution des poubelles de tri à chaque foyer, 27,000 poubelles ont été distribués à travers l'île. Chaque famille recevant deux poubelles, une pour les déchets non-recyclable et l'autre pour les recyclables. Trois types de déchet sont cibles dans cette première étape, c'est-à-dire, bouteille PET, cannette et verre. Ces types de déchets ont été choisi pour deux raisons principales. Premièrement, leurs pourcentages élever dans les déchets, c'est-à-dire, bouteille PET, verre et cannette et aussi leurs capacités à être facilement recycler. Une campagne massive de sensibilisation a été mené par ma commission et à la radio, des institutions communautaires et éducatifs, le projet a été lance dans les six régions électorales. Les officiers de ma commission ont sensibilisé les habitants dans 101 villages à travers les centres communautaires.

M. le président, pour assurer un suivi de proximité, 300 jeunes ont été recrutés au tout début de mon mandat pour trois mois. Formaient par la commission ils avaient pour mission pour :

- (i) vérifier que tous les foyers aient reçus leurs poubelles de tri ;
- (ii) sensibilise individuellement les familles ;
- (iii) suivre le programme de collecte des recyclables ;
- (iv) réparer les chemins d'accès pour les camions de collecte.

Suite à leurs enquêtes, 3,500 poubelles bleues et 3,500 poubelles jaunes ont été acheté en 2022-2023 pour les ménages restant ainsi que pour les entreprises touristiques, institutions publiques et écoles.

M. le président, concernant la collecte, des camions privés ont été engagés temporairement avant que la société Rodclean n'acquière en 2022 un camion spécifique pour les recyclables capable d'accéder aux routes secondaires et communautaires. Les déchets collectaient sont temporairement entreposer à Grenade. En trois ans environ 10,000 m<sup>2</sup> de recyclable ont été recueilli – 7,000 m<sup>3</sup> de bouteille PET de cannette et 3,000 m<sup>3</sup> de bouteille en verre. Ces résultats attendent du succès de la stratégie de tri à la source à Rodrigues. Un appel à manifestation d'intérêt a été lance et deux entreprises Mauricienne ont été

## /UNREVISED/

sélectionnés pour gérer les matériaux recyclables, c'est-à-dire, verre, PET, cannette et carton. Un accord de deux ans est en cours de finalisation incluant utilisation du site de Grenade.

M. le président, l'objectif est de faire du site de Grenade un centre intégré de gestion des déchets solides de Rodrigues et de favoriser l'économie circulaire locale. Nous allons soutenir les entreprises locales. Nous allons soutenir les entreprises locales qui souhaitent se lancer dans des activités de recyclage. Des négociations sont également en cours avec des bailleurs de fond pour appuyer le développement local tant au niveau des infrastructures que du renforcement de capacité.

M. le président, le centre sera géré par des agents de ma commission et du personnel de Rodclean. Un bureau administratif sera aménagé pour enregistrer les déchets entrant, contrôler les déchets traités sortant, superviser les opérations et aussi assurer la formation continue du personnel. A l'avenir le tri s'étendra au plastique en polyéthylène basse densité et polyéthylène haute densité comme les emballages souples, bouteille de shampoing, bidon de lait, etc. Une nouvelle campagne de sensibilisation sera lancée. Le programme de collecte sera revu, des nouveaux véhicules spécialiser tel que les camions compacteurs et des camions bennes seront affectés à la collecte des recyclables. L'extension du tri des plastiques en polyéthylène basse densité ou haute densité devra multiplier par dix les quantités de recyclable. Les cartons représentent 13% des déchets surtout à Port Mathurin, Mont Lubin et La Ferme, feront l'objet d'un système de collecte temporaire dans ces zones.

M. le président, comme j'ai annoncé lors des récentes session de l'Assemblée sur le budget 2025-2026, une presse multifonction a été achetée et sera opérationnelle d'ici la semaine prochaine pour le compactage des déchets tel que carton, bouteille en plastique, cannette, etc. Donc, l'appareil est déjà arrivé à Rodrigues, M. le président. Les procédures sont en voie de finalisation pour les autres infrastructures et logistiques dans le cadre de l'aménagement du site de Grenade comme un centre principal de gestion des déchets solides. Cela inclus, entre autres les voies d'accès, en gare, bac de tri, conteneurs, électricité, sanitaire et postes de surveillance.

M. le président, dans le cadre de l'implémentation du règlement provision ont été également fait pour renforcer les tris de déchet. Nous allons mettre en place des civique *aminty centres* dans le nord, l'est et l'ouest dans un premier temps. Les civique *aminty centres* permettront au public de déposer des déchets tel que verre, pneu use et déchet

## /UNREVISED/

électronique et bois et produit dériver. Ces centres encourageront la réutilisation, limiteront les dépôts sauvages et sera adapter au diffèrent type de déchet.

M. le président, notre politique à Rodrigues est pour une gestion de déchet solide, holistique et intégrer. Actuellement les déchets verts ne sont pas inclus dans le service de collecte mais sont principalement utilisait par les ménagers pour le compostage. La commission dispose également d'un broyeur permettant de déchiqueter les déchets verts encombrant et les matériaux broyer sont mis gratuitement à la disposition du public pour le compostage. Afin de mieux gérer ce type de déchet nous prévoyons l'acquisition de six broyeurs mobiles qui seront mis à la disposition des planteurs. La distribution gratuite des bacs pour déchets organiques pour le compostage, les verres collecter seront mis séparer dans des conteneurs adapter.

M. le président, des dispositions sont prises pour améliorer la gestion des déchets dangereux, c'est-à-dire, les *harzadous wastes*, à Rodrigues. Les déchets dangereux identifier comprennent les éléments suivants :

- Engrais périmer ;
- Produits chimiques périmer dans les dans les bâtiments éducatifs ;
- Produits chimiques y compris des contenants contaminer provenant des usines et de dessalement ;
- *Pils* usagers, etc.

Il convient de noter qu'une mauvaise gestion des déchets dangereux entraînent la contamination des sols, de l'eau et de l'aire causant des divers problèmes de santé ainsi que des disfonctionnements écologiques.

Ma commission bénéficiera de la collaboration de la Commission de l'Océan Indien dans le cadre du projet 'Islands' duquel un audit complet des déchets dangereux sera réalisé suivi d'un programme de sensibilisation.

Selon ce règlement aucun déchet dangereux ne devra être place dans des récipients ordinaires mais devra être éliminé conformément au directive de la commission.

Ma commission convoi la mise en place des récipients spéciaux pour le dépôt temporaire des déchets dangereux au centre intégrer des gestions des déchets solides. Ces déchets seront ensuite exporter vers l'île Maurice pour une gestion plus efficace. Nous

**/UNREVISED/**

solliciterons la collaboration du Solid Waste Division du ministère de l'Environnement pour les modalités concernant l'exportation de ces produits.

M. le président, nous avons eu une réunion consultative avec les représentants de la société civile, les entrepreneurs, des commerçants et les opérateurs touristiques, règlement a été favorablement accueilli par les personnes présentes. Ce règlement, M. le président, abroge le Rodrigues Regional Assembly Collection of Refuse Regulations 2008, que j'avais moi-même présente dans cette Assemblée. Quelques dispositions majeures sont reprises dans le présent règlement auquel s'ajoute des nouvelles obligations pour les générateurs de déchet. Je tiens à faire ressortir que malgré plusieurs réunions consultatives avec les importateurs pour une gestion post-consommation de leurs produits aucun engagement concrète n'a été pris par ces derniers malgré qu'il a eu des propositions pour mettre des facilites à leurs dispositions.

M. le président, concernant la tarification, ce sera gratuit pour les foyers et les frais appliquer aux entreprises seront collectes au renouvellement de leurs licences. Des frais de collecte des déchets ont été revu afin de refléter les dépenses réels engager pour le service offert à l'amélioration de la qualité des services au fil du temps. Par exemple, les frais pour les banques qui été à Rs 1,000 en 2008, c'est-à-dire, 16 ans après ont été réviser à Rs 10,000, c'est-à-dire, un montant environ de Rs 800 par mois, qui est une somme dérisoire.

M. le président, d'ailleurs lors des consultations les frais proposer ont été accepté à l'unanimité par les partis présentes. Entre outre, M. le président, les importateurs auront l'obligation de fournir des données fiables sur les volumes de produit importer pour permettre la prise des décisions plus efficace. Les amendes seront d'un montant maximum de Rs 10,000. Une période moratoire est prévue dans ce règlement afin de mener une campagne de sensibilisation intensive par le biais d'émissions radio et télé sur ce règlement. Des institutions suivantes seront concerné par la sensibilisation et différentes commissions, des institutions éducatives et les communautés villageoises. Des posters sur les bonnes pratiques de tri des déchets vont être distribue pour être affiche dans les centre communautaire, institutions éducatives et les commissions.

M. le président, les animateurs communautaires en cour de recrutement seront impliqués dans le programme de sensibilisation au côté de ma commission. De plus, une fiche d'information sera remise à chaque ménage, entreprise commerciale et industrielle détaillant les jours de collecte des matières recyclable et autres déchets ainsi que l'usage des poubelles jaunes et bleues respectivement.

**/UNREVISED/**

M. le président, avec l'implémentation de ce règlement nous prévoyons que les déchets restants issue des exercices de tri qui seront d'ailleurs très minime seront d'déverser dans la nouvelle cellule à Grenade. La décision de mettre en place cette cellule date de 2010 lors de mon précédent mandat comme commissaire de l'Environnement.

M. le président, ce règlement est crucial pour protéger notre environnement, renforcer notre économie verte et améliorer la qualité de vie des Rodriguais.

With these words, Mr Chairperson, Sir, I command the motion to the House. Thank you, Mr Chairperson, Sir.

*(Applause)*

*Mr Volbert rose and seconded.*

**The Minority Leader:** M. le président, donc merci de me donner l'opportunité de prendre part à ce débat concernant ces règlements pour le tri de déchet. Je vais commencer mon intervention par une citation de Pape François qui dit ceci : « *The destruction of the environment is an offense against God, an sin that is not only personal but also structural, one that greatly endangers all human beings, especially the most vulnerable in our midst and threatens to unleash a conflict between generation.* », où le Pape François qui nous parle de la destruction de l'environnement comme une offense devant le Créateur.

M. le président, la protection de notre environnement n'est pas seulement une nécessité écologique mais un devoir morale envers les générations futures. Chacun de nous de cette Chambre, chaque Rodriguaise et Rodriguais, chaque personne vivant ou séjourne dans notre île à un rôle crucial à jouer dans cette mission collective. Il est donc impératif que nos politiques environnementales soient élaborer de manière inclusive, prenant en compte les gens, la population. Tenant en compte des réalités et les besoins de cette population.

M. le président j'affiche personnellement, ouvertement, ma fierté d'appartenir à un parti politique l'OPR dont le fondement repose sur le respect de la création de la vie et de la protection de la nature. Je l'ai dit récemment et je suis contente d'avoir l'opportunité de le répéter ici ce matin, je répète ceci – « *Je vous donne cette terre faite la produire, protéger là et organiser là.* » Tel a été un des propos venant de la Bible, souvent répétait par Serge Clair, le leader honorifique de l'OPR et le père de l'autonomie, relatant la mission que le Créateur nous donne en tant que peuple en nous confiant la création. La vision de l'OPR est animée de ce désir de protéger notre île Rodrigues, d'organiser notre pays et de le protéger.

## /UNREVISED/

C'est ainsi que nous avons au cours de nos années au gouvernement mise en œuvre des projets et faire voter des règlements qui parfois ou souvent même n'ont pas plu a beaucoup mais qui nous ont donné raison par la suite. Je me permets M. le président avant de rentrée dans le vif du débat de ce jour, de rappeler quelque'une des initiatives environnementales prise par l'OPR principalement durant les dix dernières années sous la direction de Serge Clair, Chef Commissaire et le commissaire Payendee à l'époque donc commissaire de l'Environnement. Nous avons eu ici au parlement les règlements pour l'interdiction des sacs en plastiques en 2014. Règlement qui a fait couler beaucoup d'encre mais qui quand même a fait reconnaître notre île dans beaucoup de pays. Les règlements pour la fermeture saisonnier et temporaire de la pêche à l'ourite, les règlements pour l'interdiction de contenant alimentaire en plastique en 2019. Les règlements pour contrôler l'importation des véhicules (la loi sept ans) sous la direction de l'ancien commissaire Lisette, la mise en place du projet de village écologique à Rivière Coco, le projet de chauffe-eau solaire en famille, les lampes solaires sur les routes, le collectage de l'huile lourde user pour être envoyer à Maurice depuis 2013 grâce à des arrangement et aide apporter au garages Roiro. La facilitation pour la certification des *eco-schools* qui débuta avec l'école communautaire Araucaria en 2014 étendu aujourd'hui a presque toute les écoles. La collaboration pour l'installation des poubelles de tris de Phoenix Beverages à travers Rodrigues, la collecte des déchets électroniques à la gare, la collecte des vieilles ferrailles pour être recyclé à Maurice entre autre. L'appui financier au ONG œuvrant dans le domaine de l'environnement tel que, Wildlife, Shoals, à travers des *grants* et des financements projets. Des nombreuses actions en faveur de la biodiversité terrestre et marine, l'acquisition des poubelles pour les familles hériter par le régime actuel, le Waste Water Management System et l'incinérateur à l'Hôpital de Crève-Cœur sont entre autres les initiatives que nous avons prises en faveur de notre environnement.

Il est important, M. le président, avant que je vais reprendre tout à l'heure quelques points par rapport à ce que le Chef commissaire vient de dire au sujet des règlements. Il est important de rappeler que plusieurs membres du gouvernement actuel étaient dans l'opposition lorsqu'on venait avec ces mesures dont le Chef commissaire du jour, qui fut un moment Minority Leader. Et je me souviens par rapport au intervention, par rapport au différent règlement, leur prise de position, plus au moins concilient en faveur de l'environnement, mais toujours avec beaucoup de reproche. Et aujourd'hui l'heure est arrivée pour qu'on revoie, M. le président, quand on se regarde dans un miroir qui on voit ? Est-ce

**/UNREVISED/**

qu'on se voit ou bien on voit quelqu'un d'autre ? Lorsqu'on est assis de ce côté de la Chambre ou bien on est assis de l'autre côté de la Chambre est-ce qu'on a le même langage ? En faveur de l'environnement toujours, en faveur de ce pays que nous tous nous aimons.

Le 28 juin 2019, lors du débat sur le règlement pour le *Banning of Disposable Plastic Food Bag*, le Minoity Leader d'alors, le Chef commissaire du jour disait ceci, je cite :

*« Madame la président (c'était Madame la présidente à l'époque) this having said (donc qui parlait du règlement) it is sad to see that the Regional government is doing things piecemeal as far as the protection of the environment is concerned. C'est bon ce qu'on a fait (il continue) mais on ne doit pas faire les choses piecemeal (ce mot piecemeal se répète à chaque fois), il doit y avoir un plan d'ensemble. Things must be taken globally, not piecemeal. We must not have a piecemeal approach as far environment protection is concerned, we should have a global and well plan approach to the environment as far as Rodrigues is concern. »*

Je termine ici.

Donc M. le président, j'attendais à ce le Chef commissaire, commissaire de l'Environnements après trois ans dont quatrième année de pouvoir, il vient nous présenter un projet avec ce *global approach, not piecemeal*. Quand on parle de travailler pour l'environnement, le tri des déchets est un des composants important mais c'est là aujourd'hui on est dans le *piecemeal approche*. L'environnement l'affaire de tous, nous saluons l'initiative de venir avec ces règlements, le Chef commissaire, le commissaire de l'Environnement le gouvernement veut apporter leur pierre à l'édifice en venant de l'avant avec le tri des déchets.

M. le président, je dois dire qu'après trois ans et demi de pouvoir, quatrième année en exercice, le Chef commissaire ne vient pas avec un projet avec une approche globale mais surtout on doit, on doit voir la situation qu'est-ce qu'il en est aujourd'hui ? Au sujet de l'environnement, aujourd'hui j'accuse le Gouvernement L'Alliance de pécher par l'inaction.

Le dépotoir de Roche Bon Dieu, quatrième année de pouvoir, dans quelle états est-il aujourd'hui ? Et je me souviens le 5 mars 2022, un samedi, on avait prêté serment comme membre de cette Assemblée, eux au niveau du gouvernement et nous dans l'opposition et le dimanche 6, le lendemain le Chef commissaire d'alors qui est parti et l'adjoint au Chef

**/UNREVISED/**

commissaire, commissaire de l'Environnement en *live* à presque midi à leur ou on déjeune, ils sont sur le dépotoir, démarrage...

*(Interruptions)*

*pa juste canon quatrième vitesse, cinquième vitesse, enan sixième aussi ? Démarrage terrible !*

*(Interruption)*

Pour après carotter, un peu trop vite en chemin, *bril koltar karote*. Jusqu'ici rien !

Montagne Plate, deuxième dépotoir, on est venue ici, on a beaucoup parlé de ça. Ou est ce qu'on en est ? Et le *dumping* sauvage à travers Rodrigues ! Baie aux Huitres on a vue, on a été voir ! Entre autres ! Ou est-ce qu'on est... Fond la Bonté, j'ai vu sur les réseaux là une...

*(Interruption)*

Une guerre fratricide. La délocalisation de la concasseuse, la délocalisation de concasseuse de Grand la Fouche Corail. Rappel *sa kantite manifestasion* ! On pêche aujourd'hui par l'inaction !

*(Interruption)*

*Sa lepok la mo ti apel karton* ! La loi pour le bannissement du sac en plastique. C'est bon de venir avec d'autre loi. Mais quand il s'agit de l'environnement, *nou pa pran ene zafer nou met à cote*. On continue à bâtir. Et là, je dénonce le rôle de la police, mon collègue parle de la Police de l'Environnement ! On a l'impression qu'ils sont aujourd'hui un *bull dog* sans dents ! Vous allez là où vous voulez les sacs en plastique on vous donne comme des petits pains. Quel est le rôle aujourd'hui de cette unité et partout ?

M. le président, en plus de pêcher par l'inaction - j'ai pris quelques exemples, mes collègues...

*(Interruption)*

Mes collègues donc vont aussi parler après, je dénonce aussi le fait que le gouvernement régional du jour tolère beaucoup de passe-droit lorsqu'il s'agit de notre environnement. On est venu ici, on a parlé de ces vingtaine d'arpents à Marechal/Deux Montagnes. Il y avait un rapport du fameux l'unité de la Police de l'Environnement, ou est-ce qu'on en a aujourd'hui avec ce rapport ? Une vingtaine d'arpents de terrain, le gens viennent clôturer sans

**/UNREVISED/**

autorisation ! L'autorité régionale ne fait rien ! Enfin, *ene don permi, lot pa done. Donc, voilà.*

La construction – j'ai parlé de ça la dernière fois. La construction la dernière fois j'ai parlé de ça dans le cadre des débats du budget. Les passe-droit tolérer ! Comment aujourd'hui on vient parler de l'environnement, on aime ce pays, on tolère la construction des bâtiments de deux étages sur les terrains agricoles, sans permis de construction. Ce sont des actions tolérer.

*(Interruption)*

Si vous ne savez pas ou c'est donc là il y a un gros problème !

*(Interruption)*

Ces personnes qui clôturent presque... Baie du Nord *ziska lamer pre pou kloture*. Allez voir, M. le président, sans autorisation, copain copine.

Parler de l'environnement c'est aussi ça. Ce pillage de bois de Santal tolérer et faciliter, où est le gouvernement ? On parle de l'environnement ! Le pillage de notre mer, le bateau Fong Chung 2, on est venu ici, *ban zelron rekain*, c'est l'environnement !

M. le président, le parcours de combattant aujourd'hui pour acheter une plantule à Solitude ! J'ai oublié d'emporter mon reçu. J'ai été à Solitude personnellement, d'ailleurs on était avec les collègues, j'ai vu des plantes anémiques, j'ai voulu acheter. Un plantule coûte Rs 4, très bon marché ! J'ai pris ma voiture de chez moi, j'arrive à Solitude, j'achète. Au moment de prendre, la dame me dit- Madame vous ne pouvez pas prendre, vous devez prendre ce reçu-là. J'avais pris 10 plantes, je crois Rs 90, j'ai roulé Rs 300 d'essence. Rs 90, prenait ce reçu-là, allez à Citronnelle, vous aller payer après en suite vous retourner prendre votre plant à Solitude. Une centralisation à outrance et vous voulez que les gens si mettre pour l'environnement ? J'ai le reçu depuis trois mois, je n'ai pas l'occasion de retourner. Rs 90, je vais rouler Rs 10,000 d'essence ! Moi, j'ai ma voiture, ceux qui n'ont pas comment ils font ? M. le président, il faut revoir, il faut revoir absolument ça.

M le président, la mise à l'écart de RCSS, la mise à l'écart de RCSS, les nettoyages communautaires, les campagnes, récemment là je vois qu'on met qu'on met RCSS...

*(Interruption)*

J'ai l'impression *kan penan larzan rod RCSS, enan larzan met dan kwin*. Les 150 personnes que l'OPR avait recruté sous le National Environment Fund, on avait mis dehors, c'était pour

## /UNREVISED/

l'érosion, pour lutter contre érosion. Les 30 jeunes agriculteurs qu'on avait recruté qui sont à Citronnelle actuellement, vous savez qu'est-ce ce qu'ils font, c'étaient des jeunes qui était venu pour apprendre à planter, faire des semences ? Aujourd'hui ils agissent comme des fonctionnaires, des Général Workers, ils nettoient les bureaux. *Les medical wastes*. Qu'est-ce que vous ne nous avez pas dit ici. *Les medical waste*, est ce que les *medical waste* ne partent pas toujours à Delo Vert ? Sauf que c'est Rodclean qui emmène ! Il y avait un *tender* pour un *higher capacity and incinerator* depuis 2021 préparait par Luxconcult. Il n'y a pas. Vous parlez de *piecemeal approach* ! Vous parlez de faut avoir un plan global !

M. le président, je vais laisser mes collègues après étaler ou parler d'autre sujet. Et le Chef commissaire vient nous dire aujourd'hui qu'il vient avec ses règlements - intéressant hein comme je disais mais malheureusement *piecemeal* et en contradiction à ce qu'il disait avant. Le Chef commissaire vient aujourd'hui avec des règlements et dans son introduction pour ces règlements, moi je sens qu'il y a trop de sera, seront, vont être, voilà. Broyeurs seront achetés, les affiches seront, donc toute est seront. Aujourd'hui nous venons débattre des règlements. Nous sommes à deux mois - seront sera, c'est le future, c'est-à-dire on va faire. Alors que là on vient voter et dans deux mois - on est aujourd'hui en avril. *Avril fini*, mai, juin, juillet, le premier juillet... Là aujourd'hui j'entends dire qu'il y aura un moratoire. Le premier juillet d'après ce qu'on nous a donné ça prend effet. Et le Chef commissaire nous a parlé de l'éducation, de la sensibilisation qu'il a faite. Moi je me demande où est-ce que ces sensibilisations ont été faites ? En tout cas moi les gens que j'ai rencontré, personne ne sait si on parle de tri des déchets aujourd'hui à l'Assemblée. J'ai rencontré quelqu'un ce matin, je dis je suis pressée je pars à l'Assemblée, - un mercredi - je lui dit ben oui il y a les votes des règlements pour le tri des déchets. Il me dit – *Be a bon kiete sa jamais entendu*. Et il me dit - vous savez moi je suis une furie des informations. Il écoute toutes les informations. Je ne sais pas dans quel radio. Et pourtant à l'époque, M. le président, encore une fois quand on parlait de ces règlements au sujet de consultation, le Chef commissaire du jour et ces collègues qui était membre de l'opposition à l'époque avait beaucoup à dire. Je vois, j'ai pris le *Hansard*, j'ai vu à l'époque, le Membre Volbert, aujourd'hui commissaire de la Santé, qui dit ceci : « *On aurait pu Madame Chairperson faire des campagnes de sensibilisation à travers l'île et en même temps éduquer la population.* » Il continue : « *Je le redis Madame Chairperson, que l'idée n'est pas mauvaise mais on aurait pu préparer la population avant d'agir avant d'introduire ces règlements.* » Mais nous on n'a pas entendu cette campagne d'éducation. Je

**/UNREVISED/**

vois ici l'ancien Membre de l'Assemblée, M. Zepth Félicité, il parlait au sujet de l'éducation par rapport au loi votait en 2019, je cite :

*« Therefore it is important to involve all the public especially the young people on the importance of protecting our environment. Madame the Chairperson, (je poursuit) there are more than 4,000 students in our secondary school. No advertising campaign has been done in school. Therefore, we are talking about changing mind-set, we are talking about new culture so we should embark to all these students not only in the secondary but also in the primary and pre-primary school on the importance of environment, not only through advertising campaign but also we should empower them. »*

Donc quand on est de ce côté on sait ce qu'il faut faire mais quand on est de l'autre côté on ne le fait pas !

M. le président, le mal ce que le succès de ces règlements réside entre les mains de la communauté. *The success of segregation at source relies heavily on community participation.* Et on n'a pas vu et maintenant là on va dire on va donner moratoire pour sensibiliser. Non ! C'est mettre la charrue devant les bœufs. Il fallait faire ça avant.

*(Interruption)*

Qui dit changement de culture cela est équivalent à l'éducation intense, le temps. *Nou pa vin met la lwa nou vot la lwa apre nou pou al sansibiliz ban dimoune.*

M. le président, et là je poursuis - vous savez ce qui se passe ? Ce qui se passe aujourd'hui avec ces règlements parce que c'est maintenant qu'on va aller après sensibiliser. Je me revois à relire ce que Mme. Marie Thérèse Agathe avait dit à l'époque, membre de l'UPR, je cite, il a dit seulement les sanctions mais on dirait qu'est qu'on fait ? *Ou fer ene zenfan pas lexamein avan ou montre li ki li bizin apran !* C'est ça aujourd'hui là. Vous demandez à la population de venir, il y aura les règlements, vous serez sanctionnée si vous ne fait pas ce qu'on vous demande. Mais on ne vous a pas expliqué qu'est-ce qu'il faut faire ! Personne n'est au courant aujourd'hui. Et quand on regarde aujourd'hui ces règlements, vous allez voir par exemple, c'est-à-dire, à partir le premier juillet, moi je comprends d'après ce qu'on nous a donné, les gens vont devoir payer s'ils n'arrivent pas à trier leurs déchets comme il se doit. Et si on regarde aujourd'hui pour nous de ce côté de la Chambre c'était les règlements faits à la va vite. Le Chef commissaire a parlé de REC (I *Environment Committee*), oui, d'après la loi ils doivent être consulté, d'après le Environment Act ils

**/UNREVISED/**

doivent être consulté pour tous règlements concernant l'environnement. Mais il y a d'autre aussi instance. Bien sûre, il y a le *Legal Advisor* je suppose qui doit travailler dessus, il y a les techniciens. Et là, je me revois a donc - je me souviens à l'époque le membre Agathe qui était membre de l'opposition à l'époque, l'ancien membre Perrine Rosaire, il demandait par rapport au SLO. Je me demande c'est une des procédures par rapport à ces règlements., je n'ai pas entendu le Chef commissaire parlait de SLO, est ce que ça a été fait ? Est-ce que le SLO à regarder, à viser ses règlements ? Pourquoi, M. le Président ? Parce que nous voyons qu'il a beaucoup, beaucoup de faiblesse. J'ai parlé de manque d'éducation, manque de sensibilisation, mais par rapport au infrastructure, le Chef commissaire dit que ce sera gratuit pour les foyers. Non ! Ce n'est sera pas gratuit pour les foyers, le tri de déchet et ces règlements ! Parce qu'on vous demande d'avoir des *trash bags*. *Ki pou don sa gratuit ?* D'ailleurs rien n'est définit. Est-ce que s'est des *bags* en papier, en plastique, pas définis. Gratuit ? Mais le transport pour aller vers le *civic amenity centres*... qui c'est qui va payer ça ? Ce n'est pas gratuit, pour les foyers ?

*(Interruption)*

Ah ben, ne parler pas de gratuit ! Vous parlez des *receptacles* quand s'est cassé quand s'est perdu, les gens doivent faire acquisition mais ce pas gratuit ! Savez-vous qu'aujourd'hui malgré les 27,000 poubelles que vous avez données il y a beaucoup de famille qui n'ont pas de poubelles ! Qu'est-ce que vous allez faire ?

Et M. le président, le plus intéressant, en sus ce que les gens ne connaissent pas cette loi ! dans le règlement 5, 7, 8, on parle beaucoup de *civic amenity centres*. Un joli terme, *civic amenity centres*, important dans ce processus mais où sont-ils à deux mois de la mise en vigueur, de la rentrée en opération de ces règlements, le Chef commissaire n'a pas pu venir nous dire aujourd'hui, il nous donne les régions, nord, est l'Ouest, j'ai entendu ? Où ils sont ? Non a vu, on a fait mais c'est quoi c'est invisible ?

M le président, on a vu à Maurice il y avait récemment l'année dernière l'inauguration des *civic amenity centres* dans plusieurs régions, à Marbourg par exemple. Mais c'est une infrastructure à part entière, bien aménager, bien organiser qui coûte beaucoup d'argent et le budget qu'il vient de présenter là, aucun moment il n'y a pas, il ne mentionne pas la mise en place de ces *civic amenity centres*. Et ça va coûter des millions ça si on le fait comme il se doit. A Maurice ça a été fait bien, bien, organiser, *pa pou vin fer menti, menti !* Donc pour nous ces *civic amenity centres* se sont des centres qui doivent être à la proximité des gens. *Si*

## /UNREVISED/

*ou pou met dan le nord, l'est, l'Ouest. La région centrale une grande région kot pou ale ? Pou al dan lest ? Sa ve dir ene dimoune li sorti latanier li ena ene branz li pou pay ene kamion pou al kit sa dan resion lest ?* Donc pour nous *not friendly* ces règlements. *Not friendly* infrastructure inexistant, pas bien planifier, pas bien organiser. Dans ces *civic amenity centres* c'est là où cette culture de *re-use recycle upcycling* va encre. Je vais aller déposer mes cartons, mes pellets, quelqu'un d'autre qui veut l'utiliser vient récupérer. Mais tout ça devrait être déjà organiser, déjà en place.

Je parlais de ces règlements fait à la va vite, mal ficeler et le nombre de poubelles de *receptacles* qu'on donne, il y a deux le Chef commissaire donne deux, et qu'est-ce qu'il n'avait pas dit quand on avait donné justement ces deux poubelles, je vais le citer. Ils disaient à l'époque, M. le président, lui et son collègue à l'époque, membre Volbert, par rapport au poubelle on donnait deux, ils disaient je cite : « *As far as the selective - le ramassage sélectif des triages des déchets, pourquoi est-ce qu'on tarde ? Qu'est-ce qui nous empêche de trier les déchets ? Qu'est-ce qui nous empêche de donner à chaque famille Rodriguaises trois poubelles, une poubelle pour les déchets compostables, une autre pour les déchets électroniques, et l'autre pour les plastiques ? Qu'est-ce qui nous empêche de faire ça ?* » Le Minority Leader le disait. Et son collègue à l'époque - voilà on a donné deux, on a acheté deux. Ben, vous avez eu trois ans, acheter la troisième poubelle ! Et à l'époque son collègue aujourd'hui commissaire de la Santé, M. Volbert disait : « *Il y a tant de bonne chose qu'on aurait pu faire par exemple, Madame Chairperson, il va plus loin lui que trois poubelles.*

*(Interruption)*

« *On aurait pu prévoir au moins quatre poubelles et un petit composteur pour chaque famille Rodriguaise.* » Et il continue » « *De ces quatre poubelles, première poubelle (sera selon ces mots-là hein, j'ai pris texto senso du Hansard), de ces quatre poubelles premières poubelle sera servi pour les déchets en verre, deuxième poubelle pour les déchet en plastique, troisièmes poubelle pour les boîtes de conserve telle que le boîte pilchard, sardine, thon etc., et pour les green waste, la quatrième poubelle et en même temps le green waste est servi pour faire du compost en utilisant le petit composteur.* » Jolie !

*(Interruption)*

Intelligemment penser ! Le composteur est aussi servi pour les déchets en papier. On peut recycler et on peut servir de ce composteur pour les papiers. Et il dit : « *Madam Chairperson, ce n'est ni difficile, ni impossible si on a la volonté tous simplement.* » Et aujourd'hui, M. le

**/UNREVISED/**

président, où est passé cette faciliter, où est passé cette volonté, M. le président, si c'était si facile à l'époque ? Donc, double langages, dépendant où on s'assoit, double langage dépendant qu'elle position on occupe. Et ça c'est une trahison, M. le président, c'est une trahison envers ce peuple. Pour les règlements 14, on parle de règlement 14 - *waste generator*, je pense, je disais que les règlements pas bien ficeler, *regulation 14*, oui, règlement 4 pour après parler de 14, on parle de *duty of waste generator*, - *lots of duties waste generator*, toute une liste, de A à H. Je ne vais pas relire pour ne pas prendre du temps, Mais après, après qu'est ce qui se passe ? Dans les *offences*, on ne mentionne pas du tout si quelqu'un ne respecte pas ce qui est dit dans le règlement 4 - *duty of waste generator*, par exemple, si quelqu'un *fill the receptacles up to a maximum of weight of 25*, il doit faire ça. S'il ne le fait pas il n'y a pas de sanction. Donc 4(g) par exemple, si quel qu'un *under* donc règlement 4 - *duty of waste generator*. 0- 4(g) - si quelqu'un *fill all food waste into trash bags before depositing in the [...], the person shall fill all food waste into trash bag before depositing in the receptacle.* S'il ne le fait pas il y a pas de sanction ! Donc, c'est à la va vite ! Est-ce que le *Legal Advisor* a pris le temps de travailler dessus ? Est-ce que les officiers ont pris le temps de travailler dessus ? Est-ce que le *State Law Officer (SLO)*, je trouve ça bizarre, M. le président, mais ce sont des faits. Et voilà, c'est ce qu'on nous donne aujourd'hui devant nous. Si on continue, M. le président, par rapport au *enforcement*, on nous parle des *Enforcement Officers* et la moi ça me revoie à notre loi sur les plastiques en 2014, il y avait eu une correspondance, un moment on avait mis des officiers *Forest Officers, Fisheries, etc.*, comme *authorise officer* Et il y avait eu une contestation. Le *Civil Service* qui avait donné leur point de vu, une lettre je me souviens en 2014 où ils disaient que ses officiers, on a les *forest, fisheries*, ici on parle de *forest - cannot be authorise officers*. Donc vous n'avez pas appris, vous n'avez pas tirer des leçons de ce qui s'est passé. Et aujourd'hui vous venez, vous mettez des *Forests Officers* comme des *authorise officers* alors que si vous voyez dans le *Environment Act*, c'est clair the *duty of forest officer* par rapport à l'environnement ça n'a rien à voir à cette question de tri des déchets. Donc, on a fait à la voler, à l'arracher, à la va vite, on n'a pas pris des leçons. Nous avons fait l'erreur vous auriez dû corriger. Et même au niveau des sanctions, je disais que les sanctions pas mentionner pour règlement 4. Au niveau des sanctions nous pensons qu'il y a des sanctions exagérées. Donc, je vais laisser mes collègues aller dans les détails par exemple, pour le *hazardous waste*, le *fine* est 10,000 par contre pour d'autre sanction 2,500. *Hazardous waste* c'est dangereux pour l'environnement. Seulement Rs 10,000 mais ce n'est pas beaucoup. Donc, M. le président, nous pensons que ces règlements ont été fait à la va vite, ne prend en

**/UNREVISED/**

compte la population, n'est pas inclusive, n'a pas pris en compte les faits que... Aujourd'hui on parle beaucoup de l'équité quand on parle de l'environnement. L'équité, *justice, environment justice*. Et ces personnes qui sont à la maison, les vieilles personnes comment ils vont faire pour leurs *green waste*. Les lois aujourd'hui prennent en compte tout ça *environment justice and equity*.

M. le président, pour nous malheureusement, on est pour hein, On trouve que ces règlements n'ont pas été bien travaillé parce qu'il n'y a pas eu assez/suffisamment de consultation. On voit comme je disais on demande trop à la population, ce n'est pas gratuit. Les infrastructures nécessaires ne sont pas faites, ne sont pas là. Le *fees collection* - je vais dire un mot dessus. Des entreprises - aujourd'hui avec le tri des déchets les entreprises ont plus de travail mais ils n'ont pas plus de déchet. Au contraire il y a des déchets qu'eux même ils doivent emmener dans le *civic amenity centres*. Et on leur demande de payer certain jusqu'à 42 fois plus chère par an au lieu de 1,200 ça va à 50,000. On leurs donnent plus de travail, et on leur demandent de payer 42 fois plus chère. Le *butcher shop* va payer plus de 15 fois plus chère pour le ramassage des ordures.

*(Interruption)*

Oui, mais 42 fois ! Et la personne à plus de travail ! Donc, pour nous vraiment s'est mettre la carrure devant les bœufs et nous demandons à ce que au lieu de venir avec ces règlements *piecemeal, not global, not with a global approach*, le Chef commissaire si vous prenez le courage de revoir ses règlements puisque nous croyons dans l'environnement, nous croyons dans l'importance et la pertinence de ce projet. Un projet qui je pense s'inscrit bien dans le thème du discours budget en cours – 'S'unir pour réussir'. C'est un projet qui aurait pu bien s'unir tout Rodrigues si c'était bien ficeler. Donc, nous proposons qu'on retourne pour une bonne consultation agressive, une bonne campagne d'éducation, donner les moyens, les infrastructures qu'il faut au personne donc au famille, au lieu de deux poubelles, faut donner - je ne vais pas dire quatre, trois et le composteur.

*(Interruption)*

Donc, pour nous ce soutien logistique, les *civic amenity centres*, important, penser au famille qui ne peuvent pas aller donc je parlais de *environment justice* et se qui pêche aussi, le Chef commissaire vient de parler toujours dans le sera, seront, verront, les *green jobs*. Le discours budget rate le coche. On aurait dû de pair avec ce projet qu'on vient là démontrer cette engagement donnant des inventives aux jeunes, la mise en place de soufflerie.

**/UNREVISED/**

*(Interruption)*

Ben, il aurait dû. C'était une de priorité. Nous voyons qu'il y a des... je parlais de la va vite, je parlais de l'huile lourde, l'huile lourde usée. Aujourd'hui l'huile usée domestique, personne ne ramasse. Il aurait dû faire provision pour ça. Donc, même cette huile lourde usée qui est envoyé à Maurice on aurait dû légiférer c'était un arrangement avant, aujourd'hui avec cette loi on aurait dû légiférer pour le rendre obligatoire et surtout étendre à beaucoup plus de personne.

Donc, pour nous nous partageons évidemment l'objectif d'un île Rodrigues propre et durable mais pour nous cela doit se faire avec une approche inclusive, équitable et respectueuse de chaque Rodriguais et chaque Rodriguaise et nous allons voter pour si vous venez avec des changements profonds, en profondeur par rapport à ces règlements. Mes collègues vont faire des propositions. Moi je mets l'accent sur l'éducation, sur la sensibilisation et les infrastructures importante.

Et pour nous, M. le président, je vais terminer en disant que dans la manière dont ces règlements sont présentés, cette loi se résume en deux mots - répressions *parski pou enan sanction ek ramas larzan* avec les opérateurs. Cette argent ira où ? Dans l'ancien règlement on mentionnait donc où est-ce qu'on va payer ? Aujourd'hui dans ces règlements-là on ne mentionne pas où est-ce que ce paiement va se faire ? Est-ce que ça ira au *consolidated fund*, il n'y a pas de ça.

Donc, Daniel Spéville quand il était dans l'opposition il allait dire je cite : « C'est l'oppression et l'immolation du peuple. » Et je termine, je ne le fais pas souvent mais je le fais parce que j'aime quand les gens enfin, je sais pas si j'aime. Mais quand les gens ont un double langage cela m'intéresse. Je termine en prenant les mots de l'ancien membre de l'Assemblée, donc aujourd'hui commissaire à la Santé, je cite, je termine avec ça. Après avoir parlé de l'oppression et l'immolation « Je suis pour un meilleur control mais contre l'oppression de mon peuple. »

Merci, M. le président.

*(Applause)*

**Mr Perrine:** Mr Chairperson, Sir, I beg to move that the debate be now adjourned.

*Question put and agreed to.*

**/UNREVISED/**

**The Chief Commissioner:** Mr Chairperson, Sir, I beg to move that this Assembly do now adjourn to Tuesday 10 June 2025 at 10.30 a.m.

**Mr Volbert rose and seconded.**

*Question put and agreed to.*

**Mr Chairperson:** The House stands adjourn.

*At 12.51 p.m., the Assembly was, on its rising, adjourned to Tuesday 10 June 2025 at 10.30 a.m.*